

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Lieu de l'ERM : KATANA-KADJUCHU KABARE



Contexte

Description de la crise

L'axe Katana-Kadjuchu est situé dans la zone de santé de Miti-Muresa, Katana et Kalehe, chefferie de Buhavu, territoire de Kalehe en province du Sud-Kivu, RDC. On signale, un important mouvement de population a été observé dans plusieurs localités du territoire de Kabare. Les habitants de Kabamba, Tchofi, Kasheke Lemera, Luzira, Mabingu, Kabumbiro, Nyamutwe et Bahama ont été contraints de quitter leurs villages, cherchant refuge sur la presqu'île de Kadjuchu, dans le groupement d'Irhambi Katana, où ils sont accueillis par des familles hôtes. AU total, ces personnes déplacées à Kadjucu sont au nombre de 5653 ménages soit 33 918 personnes. Parallèlement, les populations de Katana centre, Chegera, Kabusha, Katana, Kahungu et Lwiro se sont déplacées vers le petit séminaire de Mugeru, à Mwanda, ainsi que sur l'île d'Iko, bénéficiant également de l'hospitalité de familles d'accueil. Ce déplacement massif s'explique par les affrontements persistants entre les groupes armés Wazalendo et M23 qui secouent la région depuis le 5 juin 2025 et se sont intensifiés jusqu'au 14 juin 2025. Les déplacés, désormais en situation de grande vulnérabilité, ont quitté leurs foyers dans la précipitation, emportant peu de biens, et dépendent largement de la solidarité des communautés d'accueil. Cette situation soulève des préoccupations majeures en matière de protection, de sécurité alimentaire et d'accès aux services de base pour ces familles déplacées. Les autorités locales appellent à une intervention humanitaire rapide afin de répondre aux besoins urgents de cette population en détresse. Ethools 5986.

C'est dans ce contexte q'ACTED avec son projet « Strategic Assistance for Emergency Response in democratic republic of Congo » dans le consortium SAFER a décidé de lancer une évaluation rapide multisectoriel des besoins (ERM) en date du 22 au 26 juillet 2025 en collaboration avec MDM Belgique sur l'axe Kadjuchu et Bushumba. Le but est de procéder à l'identification des gaps dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels (AME), en abris, en eau, hygiène et assainissement (EHA), en éducation, en santé et sur les moyens de subsistance de populations déplacées et autochtones se trouvant dans cette zone affectée par les conflits. Cette évaluation a permis d'obtenir l'estimation de ménages de la zone qui sont estimé à 7021 ménages dont 2304 ménages déplacés et la situation sécuritaires et les informations en matière de protection de la zone.

La situation sécuritaire est relativement calme sur l'axe et il y a la présence des Forces Révolutionnaire Congolaise(FRC). La zone est couverte par les réseaux Vodacom, Airtel et Orange.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	5986	5986	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/06/2025	14/06/2025	
Date de fin de crise	En cours	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	7021	7021	
Taille moyenne ménages	11,6	-	
Accès physique	<div>Source : équipe d'évaluation</div> <div>Voiture</div> <div>Non</div> <div>Violences conjugale, séparation des familles, pillage ou vol ou cambriolage,</div> <div>Vodacom : 75% (estimation)</div> <div>EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés</div> <div>RDS: Revue de données secondaires</div> <div>GDC: Groupe de discussion communautaire</div> <div>OL: Observations libres</div>		
Accès sécuritaire			
Présence de la MONUSCO			
Incidents au cours des 2 dernières semaines			
Couverture tél.			

Conséquences humanitaires

Les entretiens en groupes de discussions réalisés ont mis en évidence les difficultés d'accès à la nourriture et à l'eau hygiène et assainissement. Tous les informateurs clés ont confirmé que la faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture, aux articles ménagers essentiels, à l'eau et hygiène et aux logements décentes ce qui conduit à davantage de promiscuité dans les ménages d'accueil. L'exposition de la population aux intempéries s'est aggravée, la plupart des maisons suintent lorsqu'il pleut, l'accès aux articles ménagers essentiels est difficile. Les déplacés se partagent les articles ménagers essentiels disponibles avec les communautés hôtes car la plupart de leurs articles ménagers essentiels ont été perdus, pillés, volés, abandonnés lors des déplacements. On signale dans la zone la présence de maladies hydriques lié au manque de l'eau de qualité. Les soins coûtent chers et les déplacés manquent des moyens financiers pour y recourir.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	2%
18-64 ans	19%	17%
6-17 ans	17%	21%
7 mois-5 ans	10%	10%
0-6 mois	1%	3%
Total	49%	51%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	100%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de severite ERM (EM, % des menages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	2304				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	0%	0%	-	100%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	6%	-	94%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	2%	28%	-	70%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	0%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	0%	-	82%	-	18%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	0%	-	83%	-	17%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	73%	27%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	56%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	3%	28%	58%	12%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	39%	52%	9%	0%	0%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	6%	-	94%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	8%	54%	37%	0%
	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	53%				
Santé	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme, Infection respiratoire aigue, Diarrhées aigues, Typhoïde, Malnutrition aigue globale, Choléra, Fièvre jaune				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	38%	-	-	-	61%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	92%	-	-	-	8%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	87%	-	13%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	29%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Au moment de l'enquête sur terrain, la situation sécuritaire était toujours tendue dans les villages de provenance car la guerre s'est intensifiée dans la zone entre les différentes parties prenantes du conflit, ce qui écarterait l'option de retour des ménages déplacés dans leurs villages d'origine. Par ailleurs, les déplacements pourront continuer dans la zone d'accueil à la suite des opérations des belligérants dans les villages environnants les villages évalués. Les ententes entre la communauté hôte et déplacée restent au beau fixe car la majorité de la communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire et certaine communauté hôte prête à assister pour un temps limité.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	85%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	4%
Vouchers / foires	29%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	83%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	1%
Autre	3%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée)
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	23
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	2
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	0
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	10
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	25
Santé	0
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	18
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

La technique utilisée est celle de la collecte mobile par le biais de la boîte à outils ERM produite par REACH pour la communauté humanitaire en RDC. Ces outils comprennent 4 questionnaires : des entretiens avec des informateurs clés (IC) ; des entretiens auprès de ménages (EM) ; et des groupes de discussion communautaires (GDC) et un questionnaire spécifique Wash. Les questionnaires IC et EM sont encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes digitales. Le questionnaire GDC a été administré à l'aide d'une version sur papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées auprès d'un échantillon total de 109 ménages déterminés sur une population estimée à 7021 ménages, réparti dans 12 localités à évaluer. 95 ménages plus un buffer de 15% pour un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacune de 12 villages a été effective. L'évaluation a consisté donc en des GDC (avec une stratification par statut de déplacement : autochtones, déplacés) ainsi que des EM dans les villages échantillonnés le long de l'axe enquêté. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire dans chacune des villages. Au cours de cette enquête 13 entretiens ont été réalisées dans les treize villages (Ihimb1, Irangira, Musimbo, Lubona, Tchoffi, Cibonabosi, Mukaza, Bigohwa, Ihimb1, Bumera, Ihimb2, Buhini et Munanira) avec les Informateurs Clés institutions étatiques, centres de santé, leaders communautaires, représentants des déplacés.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Simple	Aucune	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
Obs. libres	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	15/05/2024	23/07/2025	15/05/2024
Date de fin de l'enquête	25/07/2025	25/07/2025	18/05/2024
Organisation	Acted	Acted	Acted
Mission inter-agence/inter-organisation?	Non	Non	Non

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
Irangira	393	6	1	2
Musimbo	221	4	1	2
Lubona	237	6	1	2
Tchofi	654	6	1	2
Cibonabosi	438	8	1	2
Mukaza	498	11	1	2
Bigohwa	277	4	1	2
Ihimbi 1	1165	19	1	2
Bumera	536	10	1	2
Ihimbi 2	997	16	1	2
Buhini	1256	15	1	2
Munanira	349	4	1	2
-	7021	109	12	24

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport

Déplacés

Retournés

Communauté hôte / autochtones

Réfugiés

Rapatriés / expulsés

38%

62%

% estimé de ménages par statut

Déplacés38%

Retournés0%

Communauté hôte / autochtones62%

Réfugiés0%

Rapatriés / expulsés0%

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés2684

Retournés0

Communauté hôte / autochtones4337

Réfugiés0

Rapatriés / expulsés0

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

7021

7021

Taille moyenne des ménages (EM)

11,6

-

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

38%

-

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

71%

-

Estimation du nombre de familles d'accueil

147

-

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise30560

Après la crise53360

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise4717

Après la crise7021

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés

Retournés

Communauté hôte / autochtones

Réfugiés

Rapatriés/Expulsés

Total

2304

0

4717

0

0

7021

Analyse des mouvements de population

À la suite de ces mouvements de population, l'évaluation a fait état de 7021 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 53360 personnes (sur base d'une moyenne de 11.6 personnes par ménage rapportée pendant les enquêtes ménages). Parmi ces ménages et selon les enquêtes ménages effectuées, 2304 seraient déplacés (33% des ménages). Ce dernier chiffre est calculé en appliquant le pourcentage de déplacés enquêtés au nombre de ménages dans la zone. Un comptage des ménages a eu lieu dans chacun des villages. Pour les villages plus petits, les ménages ont pu être comptés, pour les villages trop grands, le nombre de ménages a été estimé à l'aide des informations partagées par les informateurs clés. Avec cette dernière méthode on dénombre 2304 ménages déplacés. Si on ne tient compte que des estimations des informateurs clés et comptage, on estime le nombre de ménages déplacés à 2304 ménages. Nous considérons ici les données présentent dans le tableau démographique (données croisées entre le comptage, les observations les informateurs clés et groupes de discussion). Nous choisissons donc de retenir une démographie globale de 7021 ménages qui semble plus cohérente par suite du croisement des données et 3783 ménages déplacés. Il est à noter qu'aucun ménage déplacé n'est retourné dans la zone de provenance à ce stade : en effet, la situation sécuritaire dans une partie de la zone est toujours préoccupante à la suite des affrontements entre les groupes armés M23 et les FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo) /Wazalendo, ce qui empêche les ménages déplacés de revenir vers leurs villages de provenance.

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	1	17%	1	10%	2	4%
115-125 mm	3	83%	2	90%	5	85%
>125 mm	0	0%	0	0%	0	11%
MAG	4	100%	3	100%	7	100%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	1	38%	1	27%
115-125 mm	1	100%	2	62%	3	73%
>125 mm	0	0%	0	0%	0	0%
MAG	1	100%	3	100%	4	100%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	1	15%	2	22%	3	18%
115-125 mm	4	85%	4	78%	8	82%
>125 mm	0	0%	0	0%	0	0%
MAG	5	100%	6	100%	11	100%

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	2	17%
185-230 mm	8	83%
>230 mm	0	0%
MAG	10	100%

IC

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	1	1	1
115-125 mm	0	0	0
MAG	1	1	1

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	1	1	1
115-125 mm	1	1	1
MAG	1	2	1

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
<115 mm	1	2	1
115-125 mm	1	1	1
MAG	2	3	2

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	3
185-230 mm	3
MAG	6

Analyse Nutrition

Dans la zone évaluée, des cas de malnutrition aiguë sévère et modérée ont été observés lors des enquêtes menées lors du dépistage des enfants et modérée pour des femmes enceintes/ des femmes allaitantes. Les principales personnes touchées sont les garçons et les filles de moins de 5 ans. Parmi les garçons de moins de 5 ans, 85% des cas de la malnutrition modérée ont été rapportés, tandis que 73% des filles souffrent de malnutrition modérée. Chez les enfants de moins de 5 ans, des cas de malnutrition sévère a été rapporté pendant les enquêtes ménages (27% chez les filles et 4% chez les garçons.). Cette tendance se reflète également chez les femmes enceintes et allaitantes car 82% d'entre elles seraient en cas de malnutrition modérée et 18% en malnutrition aiguë sévère. Le risque de basculer vers un état de malnutrition sévère est particulièrement élevé pour les enfants de moins de 5 ans ainsi que pour les femmes enceintes et allaitantes déjà en situation de malnutrition modérée, si des mesures appropriées ne sont pas prises dans ce domaine.

Selon les participants aux groupes de discussion, plusieurs facteurs contribuent à cette situation. L'insuffisance alimentaire est critique, les possibilités pour faire face à l'accès limité à la nourriture sont restreintes, et la situation de famine touchant l'ensemble de la localité favorisant ainsi cette situation de la malnutrition. L'afflux des déplacés augmentant la demande de nourriture, la mauvaise qualité des semences, le manque d'outils aratoires, les maladies de cultures, la fertilité du sol, ainsi que l'insécurité dans la zone de provenance.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	23%	1	
Agriculture de subsistance	76%	15	
Agriculture de rente	0%	0	
Activités de pêche	0%	9	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	14	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	0	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	77%	-	
Non	23%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
		Non consensus	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	100%	-	
Non	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
		Oui	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	22%	12	
Non	70%	3	
Ne sait pas	9%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	15	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	76%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	3%	-	
Marché	22%	-	
Travail pour de la nourriture	46%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	24%	-	
Achat auprès d'un voisin	2%	-	
Petit commerce	2%	-	
Vente de braises/charbon, etc	1%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	54%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	2%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	100%	-	5
1-2 semaines	0%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	0%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³			
Acceptable (>42)	0%	-	1
Limite (28-42)	6%	-	3
Pauvre (≤28)	94%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁴			
Durable (<4)	0%	-	1
Sous pression (<19)	2%	-	3
Crise / urgence (≥19)	98%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

La situation en matière de sécurité alimentaire est critique dans la zone selon les participants aux groupes de discussion. Ceci est principalement dû à l'afflux de ménages déplacés ainsi qu'à l'insécurité engendrée par la crise dans la zone, qui ne permet plus aux ménages de se rendre aux champs éloignés craignant de mettre leur vie en danger. Ces facteurs comprennent l'abandon des champs, l'appauvrissement du sol, l'utilisation de semences de mauvaise qualité en raison de leur réutilisation pendant plusieurs années, ainsi que l'impact de diverses maladies sur les cultures. Tout cela justifie un grand besoin de soutien en matière de sécurité alimentaire. Parmi les ménages, 94% ont un faible score de consommation alimentaire (SCA) (inférieur à 28) et 16% ont des scores limités. De plus, 98% des ménages ont recours régulièrement à des stratégies de survie préjudiciables pour subsister, les plus citées étant de réduire le nombre de repas par jour, de réduire la portion des repas et d'avoir recours à l'emprunt de nourriture. Il est important de noter que 77% de la population enquêtée a accès à la terre et que 76% des ménages pratiquent l'agriculture de subsistance sur leurs terres. Selon les participants aux groupes de discussion, les champs dans la zone d'origine ont été abandonnés, laissant les cultures envahies par les herbes sans aucun entretien. Les réserves qui se trouvaient dans les maisons ont été pillées selon tous les membres des ménages enquêtés. Il est impossible pour les habitants de se rendre sur les champs en raison des affrontements en cours. Cette situation accentue l'insécurité alimentaire dans cette zone de santé et ses environs. Ces événements entraînent des conséquences graves sur ces populations, dont les moyens de subsistance dépendent principalement de la culture de leurs terres. Il est à noter que, dans les sept derniers jours précédant l'évaluation, tous les ménages ont fréquenté les marchés. Actuellement, aucun ménage ne dispose pas de réserve alimentaire. Ils vivent au jour le jour.

Abris

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC²)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Maison (construction durable)	0%	3	
Maison (construction non-durable délabrée)	78%	13	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	22%	12	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	0%	0	
Ecole transformée en centre collectif	0%	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)

Beaucoup (plus de la moitié des ménages)

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	73%	-
En famille d'accueil	23%	-
Dans un site spontané	0%	-
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)

Oui, quelques-uns (moins de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

	Sévérité
56%	3
44%	
0%	

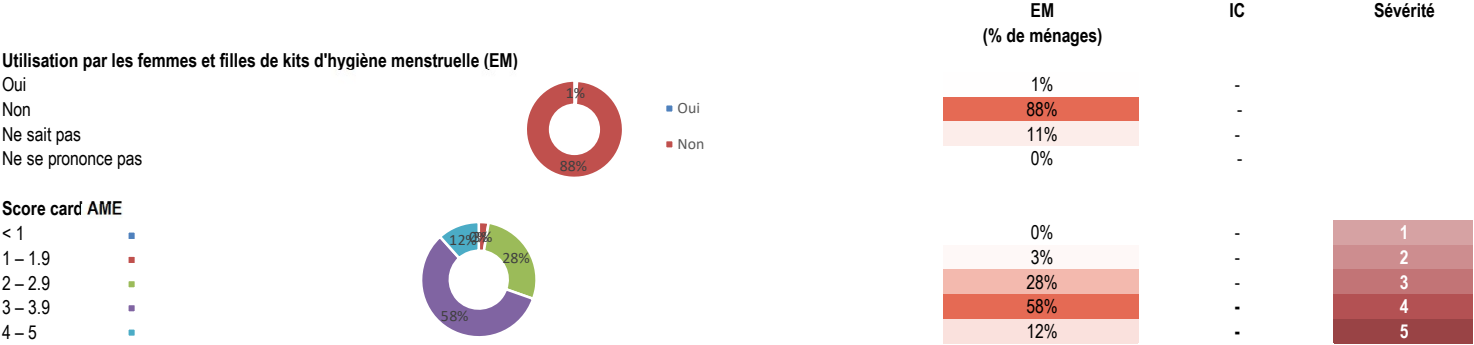
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁵

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	70%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%	2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	4%	
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	3%	3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	18%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	5

Analyse Abris

La majorité des ménages enquêtés vivent dans des maisons (construction non-durable délabrée) pour 78% des répondants et 22% dans des abris d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence). Ces résultats sont confirmés par les groupes de discussion, puisqu'une grande majorité d'entre eux ont signalé que la plupart des ménages dans les localités évaluées résidaient dans des logements non-durable délabrée et d'urgence. En ce qui concerne la situation d'occupation, 23% des ménages ont été accueillis par des familles d'accueil tandis que 73% ont déclaré être propriétaires de leur logement (autochtones et familles d'accueil), 3% sont locataires (habitent seuls sur une parcelle qu'ils louent) et 1% sont des co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent). En ce qui concerne les types d'habitations, 73% habitent dans des maisons (constructions non durables et délabrées), 27% dans les abris d'urgence, 56% des ménages vivent dans des conditions de promiscuité très sévères, mais la situation reste inquiétante puisque 73% maison (construction non-durable délabrée) et sur une parcelle ou un abri qui lui appartient, et 27% vivent en famille d'accueil dans une maison/abri délabré

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

Il convient de noter que seul 1% des femmes enquêtées confirment utiliser les kits d'hygiène menstruelle. Selon les participants aux groupes de discussions la plupart des ménages déplacés n'ont pas pu récupérer leurs articles ménagers essentiels lors de déplacement à la suite des affrontements. 70% des ménages ont un score AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique) à la suite de ces événements. Ces faits ont été confirmés dans les groupes de discussion où les participants ont déclaré des besoins sévères en AME dans ces villages, notamment en raison d'importants pillages et destructions de biens. Le partage d'articles ménagers par la communauté hôte et les déplacés est très fréquent quel que soit leurs états

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			27
Robinets privés	-	3	
Robinets public / bornes fontaines	-	6	
Puits à pompe / forage	-	0	
Puits creusé aménagé	-	0	
Source naturelle aménagée	-	0	
Source naturelle non-aménagée	-	0	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	0	
Camion-citerne	-	0	
Charrette avec petite citerne	-	0	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	2	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) ⁶			
Source améliorée	49%	-	1
Source non-améliorée	8%	-	3
Eau de surface	43%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	53%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	0%	-	
Pour l'hygiène personnelle	0%	-	
Pour cuisiner	0%	-	
Pour d'autres fins domestiques	0%	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			Aucun, tous les ménages ont assez d'eau
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	63%	-	
De 31 minutes à 2 heures	36%	-	
Plus de 2 heures	1%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	4%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	19%	6	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	28%	4	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	7%	1	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	15%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	63%	14	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	5%	0	
L'eau est trop chère	10%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	83%	19	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	2%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	96%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	4%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	4%	-	
Les filles de moins de 18 ans	4%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁵			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	0%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	49%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	0%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	39%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	12%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	0%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	0%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	6%	-	3
Non	94%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			Aucun(e)
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	40%	-	
Non	60%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	4%	-	
Non	96%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	18	
Eau stagnante	-	19	
Déchets solides domestiques	-	19	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	0	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{5, 7}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	8%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	54%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	37%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	0%	-	5

Analyse EHA

Dans la zone évaluée 51% de la population affirme s’approvisionner auprès de sources d’eau non améliorées (pour la boisson et autres usages) ou auprès d’eaux de surface à cause d’insuffisance des points d’eau aménagésdans la zone. Les ménages affirment pourtant disposer de quantité d’eau suffisante pour boire, pour la cuisine et pour autres usages domestiques mais celle ci ne serait pas de bonne qualité (car obligé d’avoir recours à l’eau de surface ou de source non aménagées). La distance entre les ménages est l’eau serait majoritairement plutôt bonne : 63% ménages déclarent mettre moins de 30 minutes, 36% entre 30 minutes et 2 heures pour puiser de l’eau et 1% font plus 2 heures (cette surtout les village Musimbo et Irangira pour aller à la source d’eau principale, récupérer de l’eau et revenir au ménage).

La principale contrainte d’accès à l’eau évoquée par les ménages serait le nombre insuffisant des récipients pour stocker l’eau (83% des répondants). 63% des ménages parlent également de nombre insuffisant de points d’eau (puisque c’est à cause de ça qu’ils ont recours à de l’eau de surface) ou temps d’attente trop élevées, pour 28% des répondants les points d’eau sont difficiles d’accès (surtout pour les personnes handicapées) et pour 19% des répondants les points d’eau sont trop éloignés.

Selon les résultats de groupe de discussion, les villages se trouvant dans l’aire de santé IHIMBI notamment (Musimbo, Ihimbi, Buhini et Boumera) ont accès à l’eau en qualité suffisante (car ils ont une adduction d’eau de 30m3 de réservoir qui vient du village Mabingu avec 35 bornes fontaines dont 27 fonctionnent et 8 bornes qui ne fonctionnent plus à la suite du débit faible de la source de captage). Cependant dans l’aire de santé de Kadjuchu, les besoins sont énormes en termes d’approvisionnement en eau, on note 5 sources aménagées dans les villages Irangira, Munanira, Munyena, Mukaza et Lubona qui nécessitent des travaux de réhabilitation sur la structures et lieu du captage (débit très faible). Dans trois villages (Tchoffi, Cibonabosi et Bigohwa)il n’y a aucune source disponible pour l’aménagement afin qu’ils soient approvisionnésils se servent donc aux sources de Munanira et Mukaza ce qui pressiorise l’accès à l’eau. Pour améliorer l’accès à l’eau dans ces villages il est donc important de réhabiliter les sources existantes afin de revoir l’adduction et d’augmentant leur débit, d’autant plus que l’arrivée massif des déplacés dans la zone augmente la pression hydrique. Signalons que le centre de santé de Ihimbi a un petit réservoir de 5 m3 avec deux bornes fontaines avec faible débit au niveau du captage nécessitant une réhabilitation. Toutes les sources aménagées ont de COGEPE qui ne sont plus fonctionnels par manque de kit d’entretien. Ils étaient composés chacun de 5 membres, le paiement mensuel de 500FC par ménage ne se fait plus puisque le comité ne fonctionne pas. Il existe dans la zone un forage à pompe solaire dans le village Munanira réaliser par FONDAPRO avec deux bornes fontaines (1 dans le centre de santé de Kadjuchu et dans le sous village Boumera). Ce forage a deux réservoirs en polytanck de 5000litres, mais la pompe n’est plus fonctionnelle à la suite des cassures de tuyaux de conduite de l’eau et d’une buse cassée à l’intérieur.

Les conditions d’hygiène sont également préoccupantes sur l’axe évalué, 94% des ménages n’ont pas des dispositifs de lavage des mains, 91% des ménages interrogés ont des installations sanitaires non-améliorée (c’est-à-dire qui n’empêchent pas le contact extérieur avec les excréments), 9% n’ont pas d’installation sanitaire du tout. Tout cela expose la communauté aux maladies hydriques. Parmi les conséquences de ces conditions difficiles en termes de disponibilité de sources d’eau améliorées et de problèmes d’assainissement, on observe un taux très élevé de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans (53%). Signalons qu’au moins 40% des ménages affirment qu’une latrine est partagée par plus de 4 ménages et seul 4% des latrine est séparée par genre. Au niveau de centre de santé, on constate la présence de latrine hygiénique (Kadjuchu et Ihimbi) séparé homme et femme. Il y a aussi la présence de douches et fosse à ordure, fosse à placenta et incinérateur). Les écoles ont été évaluées dnas la zone de santé, et on note la présence de latrines hygiénique (EP Kadjuchu et EP Ihimbi) et non hygiénique (EP IRANGIRA, EMMANUEL, BATELI, MUKAZA, REHEMA) Pour ces écoles il faut doter de latrine hygiénique afin de prévenir les maladies de mains sale pour les élèves.

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	<div></div>	98%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	<div></div>	2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	<div></div>	0%	-
Autre	<div></div>	0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	<div></div>	98%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	<div></div>	2%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	<div></div>	0%	-
Autre	<div></div>	0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)	Non consensus
---	---------------

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	<div></div>	69%	-
Entre 1 heure et 2 heures	<div></div>	28%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	<div></div>	4%	-
Plus d’une demi-journée / pas de centre de santé disponible	<div></div>	0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de sante / d'accueil	-	19
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	6	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	19	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	1	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	1	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	53%	-	3
Fièvre	74%	-	
Toux	39%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui	39%	-
Non	22%	-
Ne sait pas	0%	-



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	156	117
Infection Respiratoire Aigue	141	165
Diarrhées aiguës	22	24
Typhoïde	0	0
Malnutrition aigue globale	7	103
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Oui

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Oui

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les résultats des enquêtes montrent que 98% des hommes et les femmes fréquentent les structures sanitaires (centre de santé, clinique, hôpital, etc.) et 2% fréquentent les guérisseurs traditionnel ou religieux, comme principale source d'obtention des soins. Cela concorde avec le fait que la quasi-totalité des IC ont indiqué que la principale source d'obtention des soins pour les ménages était une structure de santé. Cependant ce qu'il ressort des entretiens clés c'est que l'accès aux soins de santé reste difficile dans la zone (ruptures de médicaments, méfiance envers le personnel jugé peu compétent). Il a aussi été remonté un fort besoin d'accompagnement psychosocial pour déplacés et les membres de la communauté.

Les femmes qui accouchent se dirigeaient vers des structures de santé à moins d'une heure de marche (69% des répondants), d'autres font plus d'une heure (28% des répondants) et 4% des répondants font plus de 2 heures. Les participants des groupes de discussion ont déclaré que la fièvre, la diarrhée, et la toux sont des symptômes rapportés fréquemment pour les enfants de moins de 5 ans, ce sont des signes possibles des effets d'une consommation d'eau potentiellement contaminée au vu de l'environnement en eau, hygiène et assainissement problématique rapporté. Selon les résultats de l'enquête ménages 53% d'enfants de moins de 5 ans sur l'axe enquêté ayant souffert de la diarrhée au cours des deux semaines précédant l'enquête, 74% de la fièvre et 39% de toux. Seul 12% des ménages affirment que les enfants dorment dans les moustiquaires pour prévenir la malaria. Par ailleurs le circuit de prise en charge des victimes de violences sexuelles est dysfonctionnel (rupture des kits PEP dans la zone).

MSF opérait dans la zone mais s'apprête à sortir, un acteur santé pour la suite de la réponse serait nécessaire.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	61%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	9,5	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	8%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	6	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	1	-	
Nombre total de personnes âgées	0	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

Rien à signaler / Pas de problème
Meurtre
Mutilations / coups et blessures
Violences intercommunautaires
Violences sexuelles
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
Blessés / morts dus aux mines
Mariage forcé / précoce
Violences conjugales
Séparation des familles
Pillage / vol / cambriolage
Pillage du bétail
Arrestations arbitraires
Harcèlement ou divulgation de renseignements
Recrutements / enrôlements forcés
Démobilisation d'acteurs armés
Travaux forcés
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
16	16	17	17
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	1	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
1	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	■	1%	-
Déni d'accès à des services	■	2%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	■	2%	-
Mariage forcé		0%	-
Travail forcé	■	1%	-
Pas de cas dans le ménage		93%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	■	4%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	■	1%	-
Déni d'accès à des services	■	2%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		0%	-
Mariage forcé	■	2%	-
Travail forcé	■	0%	-
Pas de cas dans le ménage		88%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	■	4%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

		EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²				
Pas de cas dans la communauté		43%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas		36%	-	
Viol		5%	-	
Agression sexuelle		8%	-	
Violence physique ou harcèlement		3%	-	
Mariage forcé		3%	-	
Déni d'accès à des services		6%	-	
Abus psychologique / émotionnel		7%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)			Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)				
Tensions avec la communauté d'accueil		-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire		-	13	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité		-	4	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers		-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité		-	0	
Autre		-	0	
Ne sait pas		-	0	
Ne se prononce pas		-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)			Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²				
Aucun problème		-	16	
Accaparement des terres		-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques		-	0	
Accès à la terre pour les PDIs		-	0	
Augmentation du coût du loyer		-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs		-	1	
Destruction des cultures ou des animaux		-	0	
Destruction des étangs piscicoles		-	0	
Exploitation des ressources naturelles		-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles		-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires		-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris		-	0	
Insécurité d'occupation		-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété		-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs		-	0	
Problèmes de limites		-	0	
Rareté des terres		-	0	
Remise en cause des transactions foncières		-	0	
Répartition inégale des terres		-	0	
Restitution des biens		-	0	
Successions		-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété		-	0	
Ne sait pas		-	0	
Autre		-	0	

Analyse Protection

Selon les résultats, les enquêtes ménages révèlent peu de cas d'incidents de protection. Cependant, il faut noter que, 2% des répondants parlent de déni d'accès à des services et de recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées, et 1% des violences physique ou harcèlement comme type d'incidents subi par les membres féminins des ménages. Selon les enquêtes, 61% des ménages ont accueilli au moins un enfant non accompagné, cela est à nuancer et mériterait un approfondissement car la question a peut-être été mal comprise par la population. 8% ont confirmé la présence d'une personne en situation de handicap (PSH). Selon les informateurs clés, la communauté hôte est prête à assister les déplacés pour un temps limité et la communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire et pour la minorité à un temps limité. Selon la majorité de ménages enquêtés, il existe néanmoins la présence de groupes de médiation promouvant la cohabitation pacifique et pouvant permettre de résoudre d'éventuels conflits entre communautés hôtes et déplacées.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	87%	-	1
Plus de 1 heure	13%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	1%	-	
Non	99%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	16	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	34%	-	
Filles (Primaire)	27%	-	
Garçons (Secondaire)	28%	-	
Filles (Secondaire)	25%	-	
Total	29%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	87%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	4%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	1%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	2%	-	
Enfant jamais allé à l'école	2%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	4%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
Elles / Ils doivent travailler à la maison
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
Mariage précoce / mariage forcé
Grossesse précoce
Faim
La route pour aller à l'école est trop dangereuse
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
L'école est trop loin
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
0	0
17	17
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	85%
Avant la crise	-	90%
Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5		

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	85%
Avant la crise	-	90%
Taux total ≥ 70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; ≤ 15% = Sévérité 5		

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	40
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	60
Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; ≥ 86 = Sévérité 5	

Analyse Education

Selon les résultats de l'évaluation, toutes les écoles sont restées fonctionnelles sur l'axe évalué, certaines sont accessibles en moins d'une heure de marche pour la grande majorité (87%) et 13% à plus d'une heure. 29% des ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours, parmi eux (34% garçons, 27% filles des écoles primaires et 28% des garçons et des 25% des filles). Le taux d'inscription des enfants en école primaire est de 85% après la crise contre 90% avant la crise on constate une légère augmentation à la suite de l'arrivée des enfants déplacés dans la zone. Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire est de 90% actuellement contre 85% avant la crise, un enseignant encadrerait moins de 40 élèves avant la crise, contre 60 élèves au moment de l'enquête. Les discussions de groupe réalisées avec les familles de déplacés et les familles d'accueil dans tous les villages évalués laissent voir que la plupart des enfants des déplacés n'accèdent pas à une éducation inclusive et de qualité à la suite du manque de moyens financiers, Interruption à la suite d'un déplacement et de fournitures scolaires perdus lors de la fuite pendant les affrontements dans les milieux d'origine entre les forces armées de la république démocratique du Congo/Wazalendo et les rebelles du M23. À la suite du manque de moyens financier les déplacés affirment qu'ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire pour leurs enfants de 6-11 ans

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	100%	-	
Nutrition	0%	0	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	23	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	2	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	10	
EHA	-	25	
Santé	-	0	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	18	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	85%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	4%	-	
Vouchers / foires	29%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	83%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	1%	-	
Autre	3%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	8%	-
Où recevoir l'assistance	59%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	59%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	3%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	75%	-
Comment donner son feedback	1%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	0%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	3%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	3%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	68%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	0%	-
SMS	0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	2%	-
Crieurs publics avec mégaphones	35%	-
Au travers des leaders communautaires	86%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	43%	-
Organisations / comités de femmes	4%	-
Autorités locales gouvernementales	5%	-
Autorités locales (police, militaires)	4%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	3%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	89%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	40%	-
SMS	1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	0%	-
Crieurs publics avec mégaphones	12%	-
Au travers des leaders communautaires	19%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	71%	-
Organisations / comités de femmes	9%	-
Autorités locales gouvernementales	1%	-
Autorités locales (police, militaires)	3%	-
Autre (préciser)	2%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Les modalités préférées pour bénéficier d'une assistance par les ménages, telles qu'identifiées lors de l'enquête, sont l'assistance en nature 94% des ménages citent la nourriture, articles ménagers essentiels, kits, infrastructures, etc.), 91% parlent des paiements en espèces, 7% des vouchers / foires, 2% des cash par transfert (cash électronique ou mobile money) et 2% des provisions de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations etc.). Les besoins prioritaires de la population comprennent la nourriture, moyens financiers (cash), AME (casseroles, bidons, habits, etc.) et la santé. En ce qui concerne la manière de recevoir des informations sur l'aide humanitaire, la communauté interrogée propose plusieurs moyens, notamment les entretiens en personne avec des travailleurs humanitaires (peu importe le genre), la communication par l'intermédiaire des leaders communautaires, les crieurs publics avec mégaphones, entretiens avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement) et à travers des appels téléphoniques.

En ce qui concerne, la préférence des ménages enquêtés pour remonter une plainte ou doléance sur la réponse humanitaire, les participants ont proposé plusieurs moyens notamment (les entretiens en personne avec des travailleuses humanitaires(femme uniquement), des travailleurs humanitaire (peu importe le genre), dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux, crieurs publics avec mégaphones, au travers des leaders communautaires, à travers des appels téléphoniques et SMS, et autorités locales (police, militaires).

Conclusions générales et commentaires

A l'issue de l'enquête multisectorielle menée par les équipes d'Acted dans la zone de santé de Katana dans le territoire de Kabare sur l'axe Katana-Kadjuchu, trois besoins prioritaires se dégagent, classés par ordre d'importance : Eau Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.), la nourriture, moyens financiers (cash). D'autres besoins essentiels tels que les moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail) est également identifiée comme cruciaux pour répondre aux défis complexes de cette crise humanitaire.

L'analyse souligne également l'importance des modalités d'assistance pour répondre aux besoins de la population. Les données révèlent que 85% l'assistance en cash physique (en espèces), 83% en nature (nourriture, articles ménagers essentiels des ménages), 29% mentionnent aussi et d'autres ressources et Vouchers ou foires et 4% en cash par transfert (cash électronique ou mobile money). Cette information est cruciale pour orienter efficacement les efforts d'assistance et répondre aux préférences des bénéficiaires.

La pression démographique, avec près de 38% de la population représentée par les déplacés, accentue les contraintes sur les ressources locales. Signalons qu'au moment de l'évaluation aucun acteur n'est positionné dans la zone selon les participants aux groupes de discussions.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limite » et > 42 pour une consommation « acceptable ».
4. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limite » et > 19 pour une situation « pauvre ».
5. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)